

# LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1747  
du 3 au 9 juillet 2014

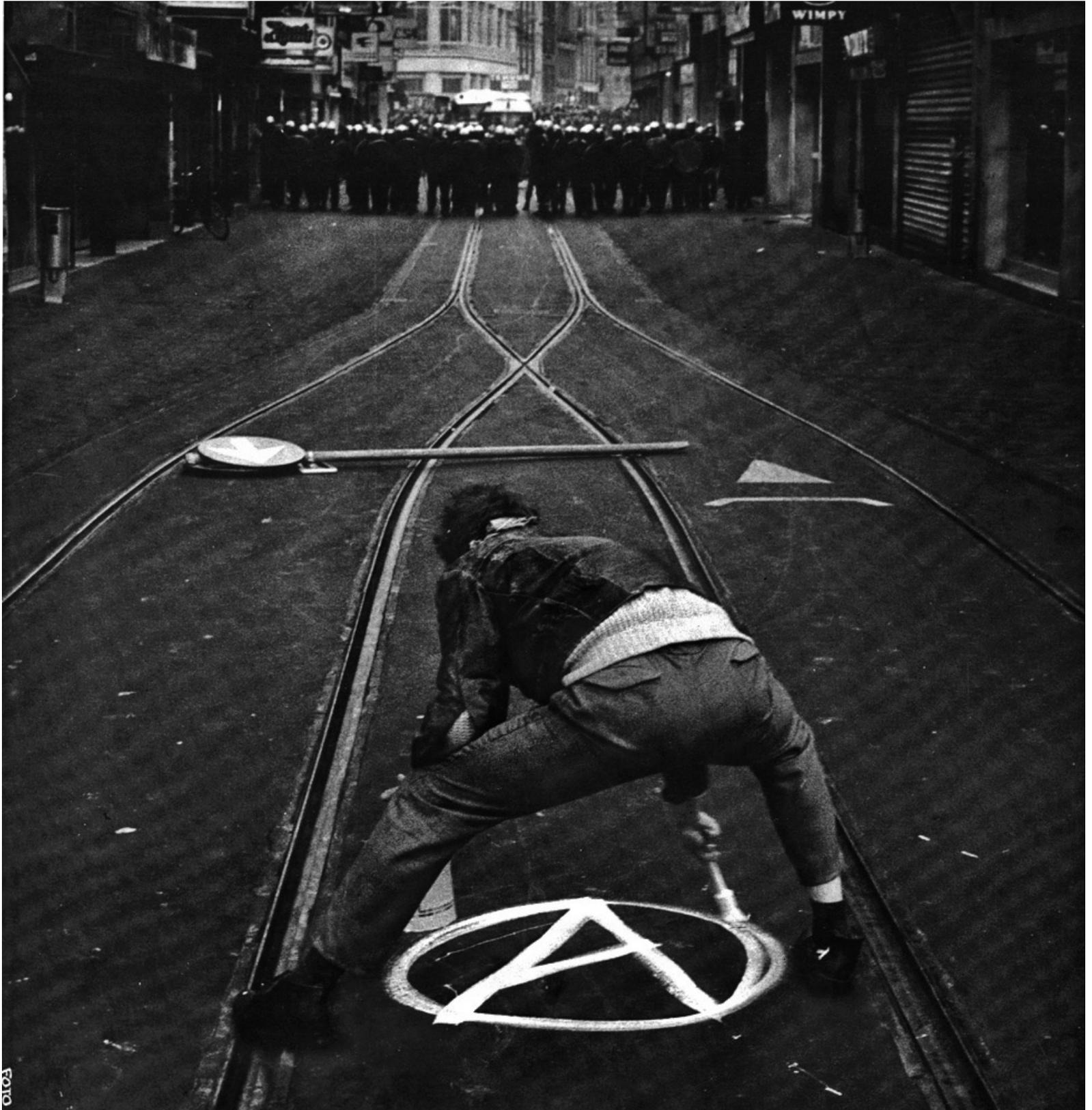
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

« Vivre, c'est ne pas se résigner. »

Albert Camus



FOTO

M 02137 - 1747 - F: 2,00 €



**L'alternative, c'est l'anarchisme page 12**

# Editorial



Après son élection, François Hollande promettait d'inverser la courbe du chômage en six mois. La *deadline* est dépassée depuis longtemps maintenant et le taux de chômage n'a cessé d'augmenter. Les chiffres donnés la semaine dernière en témoignent à nouveau, avec 24 800 nouveaux demandeurs d'emploi pour un total de 3,338 millions! Le Premier ministre, Manuel Valls, s'est refusé à tout « fatalisme » et a prétendu que l'heure était à l'action. Quelles actions? Toujours la même stratégie: faire cadeau sur cadeau au patronat en échange de promesses d'embauche. Des promesses qui n'ont donc pas été tenues, et ce malgré plusieurs dizaines de milliards d'euros de présents fiscaux. Mais le gouvernement ne change pas de cap, restant fidèle à sa raison d'être, celle de gardien des intérêts de la bourgeoisie, usant du chômage comme épouvantail social, censé effrayer les travailleurs qui auraient l'outrecuidance de réclamer le respect de leurs droits et, pire, d'en conquérir de nouveaux. Médias et gouvernement sont donc entrés en croisade contre le syndicalisme, reprochant aux directions de ne pas savoir tenir leurs bases. L'autonomie du mouvement social fait frémir les dominants, qui, mieux que nous, ont compris que le seul danger susceptible de les menacer réside dans un mouvement ouvrier solide, s'exprimant dans ou en dehors des organisations syndicales en toute autonomie. Et si, aujourd'hui, nous tapons sur les directions, c'est pour exiger qu'elle lâche la bride aux syndiqués. Mais on ne peut se contenter de demander toujours et encore, au risque de n'avoir jamais rien; c'est un combat que nous avons aussi à mener, au même titre que les autres, ces bonzes syndicaux étant à ranger du côté des ennemis de classe.

# Sommaire

## Actualité

**SNCF : les graines de la grève**, par Voie libre, page 3

**Une balade estivale**, par groupe Regard noir, page 5

**Elle est trop bonne**, par N. Roxxyne, page 6

**Contre le système carcéral**, par l'IFA, page 7

**Liberté pour Mario González**, par W. Chester, page 9

## International

**Le i Ya Basta ! latino-américain**, par R. Zibechi, page 10

## Arguments

**L'alternative, c'est l'anarchisme**, par Paul, page 12

## Histoire

**Madeleine Vernet**, par H. Lenoir, page 14

## Expression

**Le fantôme de l'Australie**, par P. Sommermeyer, page 17

## À lire

**De temps à autre, le vent tourne**, par A. Bernard, page 19

**Vive la Sociale en Amérique latine**, par P. Sommermeyer, page 21

## Illustrations

**Kalem, Krokaga**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# La grève du rail a-t-elle semé des graines de révolte ?



## Voie libre

Liaison des cheminots de la FA  
voie-libre@federation-anarchiste.org

**APRÈS QUATORZE JOURS DE GRÈVE** contre la réforme ferroviaire, le projet de loi a finalement été adopté le 24 juin mettant fin aux derniers foyers de résistance. Si cette grève n'a franchement pas abouti à une victoire des cheminots – la loi a été votée selon le calendrier parlementaire prévu, le texte voté consacre la volonté du gouvernement et du patronat, les amendements adoptés à la marge ne modifient fondamentalement en rien le projet initial –, on peut toutefois relever plusieurs aspects positifs et encourageants qui permettent d'envisager les prochaines luttes des cheminots avec un certain optimisme.

Tout d'abord, il faut garder à l'esprit qu'une lutte en soi n'est jamais une défaite. Deux semaines de grève reconductible dans un contexte difficile de morosité et de résignation ambiantes ont pu en surprendre plus d'un y compris parmi les cheminots. Il faut reconnaître que, lors de la manifestation nationale à Paris le 22 mai, la perspective d'une grève unitaire et reconductible apparaissait encore bien lointaine et personne n'aurait parié que moins d'un mois plus tard les cheminots entameraient leur deuxième semaine de grève. Si cette lutte a prouvé quelque chose, c'est bien qu'une grève natio-

nale et reconductible reste aujourd'hui et demain possible. Pour autant cela nécessite une longue préparation : grèves des 13 juin et 12 décembre 2013, manifestation des 22 000 travailleurs du rail du 22 mai. L'information syndicale aux cheminots a été primordiale, depuis un an et demi, c'est elle qui a permis la prise de conscience, c'est elle qui a permis de démonter l'argumentation mensongère du patronat et du gouvernement présentant la réforme ferroviaire comme une réunification du système ferroviaire qui ne menacerait ni le service public ni le statut et les conditions de travail des cheminots. Enfin, c'est toujours cette campagne d'information syndicale, notamment celle de SUD-Rail, qui a permis de construire l'unité syndicale rendant possible la grève reconductible, unité dans les revendications, à travers la plate-forme revendicative nationale commune, unité sur le terrain, dans les dépôts, ateliers, gares... qui a permis de continuer la grève et de faire échec à un avortement du mouvement comploté par quelques bureaucrates syndicaux, politiciens en mèche avec le patronat et le gouvernement.

La lecture du *Canard enchaîné* du 18 juin est riche d'enseignements et nous éclaire comme

l'indique le titre de l'article «SNCF : le scénario a déraillé» sur les magouilles entre puissants visant sur le dos des cheminots et du service public à manipuler la grève et à faire adopter la loi sur la réforme ferroviaire. Ainsi, *Le Canard* cite le Premier ministre qui affirme que depuis un an et demi le projet de loi était «piloté au millimètre près avec la CGT» ; Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, et Gilbert Garrel, le secrétaire de la Fédération des cheminots, avaient déjà donné leur accord au vote de la réforme, restait plus qu'à faire gober la pilule aux cheminots. C'est là que le Front de gauche vole au secours du pouvoir. Il était convenu qu'après deux jours de grève pour faire bonne mesure, des amendements des parlementaires communistes seraient acceptés par le gouvernement permettant à la Fédération CGT d'appeler à la sortie de la grève ! C'était oublier la détermination des cheminots et des militants CGT qui depuis le 10 juin avaient voté dans les assemblées générales la grève reconductible sur la base du retrait de loi sur la réforme ferroviaire, d'une véritable réunification du service public ferroviaire, de la préservation de nos conditions de travail et de notre statut et l'annulation de la dette ferroviaire, contractée

par l'État et que celui-ci veut faire rembourser par les cheminots et les usagers.

À la CGT on prend soudainement conscience que les cheminots n'arrêteront pas la grève sur un coup de sifflet, un axe unitaire fort CGT-Cheminots et SUD-Rail s'est construit sur la base des revendications communes que l'on retrouve quasiment dans toutes les assemblées générales. La Fédération des cheminots effectue alors un virage à 180°; alors que Thierry Lepaon en parlant des amendements communistes parle de « tournant » dans la grève et laisse croire à une reprise rapide du travail, Gilbert Garrel qualifie ces mêmes amendements de « beaucoup d'enfumage » et appelle ensuite à amplifier le mouvement. Ce revirement n'est sans doute pas aussi étranger aux luttes internes à la CGT, la Fédération des cheminots n'ayant pas digéré la nomination de Lepaon et de sa tendance réformiste à la tête de la CGT, dans ce sens tout ce qui est susceptible de discréditer et d'affaiblir Lepaon est bon à jouer. *Le Canard enchaîné* cite alors Hollande qui se serait écrié: « La CGT a manqué à sa parole. » Désormais l'affrontement se durcit des deux côtés, la grève entame sa deuxième semaine, médias, gouvernement, patronat et syndicats jaunes redoublent d'attaques et de calomnies contre les cheminots en grève. Le basculement de la CGT a contrarié le gouvernement qui le vit comme une trahison et qui entend le lui faire payer chèrement: plus aucune rencontre n'est prévue, aucune négociation ni officielle ni officieuse n'est possible, jamais dans l'histoire de la SNCF la CGT n'a été traitée comme cela, un certain principe de cogestion avait toujours été maintenu et dans chaque conflit une porte de sortie avait toujours été laissée ouverte et des concessions toujours accordées pour que la CGT puisse appeler à cesser la grève plus ou moins dignement. Depuis Sarkozy et les grèves de 2007 et 2010 contre la réforme de la retraite, cette époque est désormais révolue, il ne s'agit plus de négocier avec les « partenaires » syndicaux, il s'agit d'écraser toute velléité de résistance. Le symbole prend là toute son importance, attaquer violemment les cheminots, c'est d'abord dissuader les travailleurs du public et du privé de résister et de se battre. La « doctrine » Sarkozy est reprise intégralement par le gouvernement Hollande: la grève ne sert à rien, la grève ne paie pas, l'État restera inflexible et ne négociera pas avec les grévistes (ni avant la grève d'ailleurs). Les organisations syndicales sont sommées de se soumettre au dogme libéral et de valider voire accompagner les régressions sociales. Celles qui résistent sont violemment attaquées et taxées de passésistes, dogmatiques, égoïstes, politiques, irresponsables, terroristes... Il est indéniable que la lutte des classes se durcit. Cela a au moins le mérite de provoquer certaines clarifications dans le paysage syndical: la CGT n'est plus le partenaire privilégié et incontournable pour la direction SNCF et le gouvernement. Tirailée entre le syndicalisme de lutte et le syndicalisme d'accompagnement, la grève à la SNCF a montré que sa

Fédération des cheminots, obligée par ses militants, a été contrainte d'opter pour le camp de la lutte aux côtés de SUD-Rail.

Le travail de terrain réalisé par SUD-Rail ces dernières années a payé, il a largement contribué au basculement des cheminots et des militants CGT dans la grève reconductible. La constitution d'un axe fort CGT-SUD-Rail est en soi une victoire qu'il va falloir consolider et conserver ce qui n'est pas sans difficultés quand on sait que le développement de SUD-Rail s'est souvent fait au détriment de la CGT et en opposition plus ou moins frontale à certaines de ses pratiques. Cette évolution des rapports entre les deux organisations devra être prise en compte par les militants respectifs.

## **La CFDT a basculé clairement dans le syndicalisme jaune et elle sera désormais traitée comme telle.**

C'est un des enseignements majeurs à retenir de ce conflit, jamais la collaboration et l'unité d'action entre la CGT et SUD-Rail ne sont allés aussi loin: du premier jour au dernier jour de grève l'unité s'est solidement maintenue aussi bien au niveau fédéral comme en attestent les communiqués réguliers des fédérations CGT et SUD-Rail qu'à la base dans les assemblées générales. Cette solidité de l'axe CGT-SUD-Rail est ce qui a permis de maintenir cette grève reconductible pendant près de deux semaines, c'est ce qui permettra dans les mois à venir de repartir dans la bataille lorsqu'il s'agira de s'opposer aux premières conséquences néfastes de l'adoption de la réforme ferroviaire.

La CFDT a basculé clairement dans le syndicalisme jaune et elle sera désormais traitée comme telle. Son activisme antigreve n'avait rien à envier aux médias les plus réactionnaires, à tel point que la direction de la SNCF a massivement diffusé en interne les tracts et communiqués de la CFDT.

La pratique des assemblées générales souveraines est désormais une règle profondément inscrite dans chaque grève à la SNCF. Ce constat est important car il faut se rappeler que les premières assemblées générales décisionnelles datent de la grève des roulants de 1986-1987. La grève de novembre-décembre 1995 a ensuite généralisé sa pratique à tous les services du chemin de fer. Mais le principe des assemblées générales souveraines qui a été tardivement et lentement gagné doit encore se consolider car l'expérience démontre que la vigilance et la lutte doivent rester permanentes, rien n'étant jamais acquis. Les assemblées générales souveraines permettent aux cheminots de contrôler leur grève et de réaliser l'unité localement au-delà des divergences et des divisions syndicales. L'auto-organisation des travailleurs en lutte doit encore progresser pour déjouer les tentatives de manipulation des assemblées générales et la monopolisation de la parole par les responsables syndicaux ou les tribuns qui

prétendent diriger les luttes. Les pratiques de démocratie directe, de mandatement impératif, de comités de grève élus, contrôlés et révocables à tout moment doivent se généraliser et s'inscrire dans les actes. La liaison des assemblées générales et leurs fédérations sur les plans régional et national est une nécessité impérieuse pour déjouer les magouilles des bureaucraties syndicales et politiques qui veulent détourner nos luttes à leurs profits personnels.

La liaison des luttes des cheminots avec les collectifs d'usagers est également un axe qui doit se développer. Des actions d'usagers solidaires ont été entreprises mais sont restées peu nombreuses et trop tardives. Cela est également dû à la faiblesse des structures interprofessionnelles de type unions locales comme à un certain corporatisme des cheminots. Pourtant l'information sur la grève doit d'abord être le fait des organisations syndicales et des grévistes eux-mêmes. En tant que travailleurs et utilisateurs des services publics, nous devons dans les deux cas nous organiser sur une base de classe et ne pas abandonner à des collectifs d'usagers dont le terme même efface toute référence aux classes sociales antagonistes le soin d'exprimer des revendications.

Des interrogations se font actuellement jour sur nos méthodes de lutte. S'il n'est évidemment pas question de remettre en question la grève comme arrêt de travail collectif, l'idée de la grève de la gratuité fait son chemin. Elle consisterait à faire rouler les trains en appelant les utilisateurs à ne plus payer leurs titres de transport. Si l'idée est séduisante, la gratuité des services publics étant un concept cher aux anarchistes et une grève décidant de faire rouler gratuitement les trains ne serait-elle pas un premier pas vers la grève gestionnaire et expropriatrice que nous appelons, elle se heurte pour l'instant au fait que ce moyen est considéré comme illégal malgré la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme qui a établi en 2007 la possibilité de cette modalité d'action. Si rentrer dans l'illégalité n'est pas un problème pour les libertaires, il reste encore à convaincre les travailleurs du rail. Ce qui est sûr cependant c'est que cette hypothèse rendrait la grève largement populaire et déstabiliserait patronat et gouvernement.

Les militants libertaires et les anarcho-syndicalistes présents au chemin de fer continuent à se battre pour déjouer les tentatives de manipulation et de détournement de nos luttes. Ils et elles contribuent sur leurs lieux de travail et dans les assemblées générales à porter les pratiques d'assemblées générales souveraines, de mandatements impératifs et révocables et la coordination des assemblées générales et comités de grève sur un mode fédéraliste. Ils et elles continuent à porter un projet rupturiste fondé sur l'égalité économique et sociale, le fédéralisme libertaire et une société sans classes ni État. Les semaines et mois à venir nous diront si de cette grève des cheminots ont germé de nouvelles graines de révolte et de lutte. **V. L.**

# Manif syndicale du 26 juin

## Une **balade** estivale



**CE JEUDI 26 JUIN**, une manifestation était organisée à l'appel de la CGT, pour les salaires, l'emploi et les services publics. Pour faire simple disons que nous ne sommes pas à la veille du grand soir. La manifestation se résumait au cortège CGT rassemblant quelques milliers de personnes, agrémenté de quelques centaines de militants de FO ainsi que d'intermittents, pour beaucoup également CGT, bien que défilant dans un cortège «autonome» (au milieu du cortège CGT). Les cheminots étaient malheureusement les grands absents de cette manifestation. Cette initiative sentait bon la balade comme sait si bien les organiser la centrale syndicale de Montreuil quand elle cherche à enterrer un mouvement. Cette lutte des intermittents, cheminots, postiers et précaires qui avait pourtant un tel potentiel mais qu'elle n'a jamais voulu et dont elle ne savait pas trop comment se dépêtrer. Cette atmosphère de fin de combat était d'ailleurs perceptible dans les divers cortèges de nos amis fossoyeurs de lutte, où l'on avait clairement affaire à des militants professionnels, le nombre de ballons et de camionnettes cachant mal l'absence de la «base».

Vu l'atmosphère et les participants, vous ne serez pas surpris d'apprendre que nos drapeaux noirs et leurs «A» cerclés n'ont

pas été très appréciés par le service d'ordre de la CGT, certains ayant même visiblement des comptes à régler avec les libertaires. Leur mandaté venant nous prévenir, et nous menaçant à demi-mot, que si nous restions trop près d'un de leurs cortèges ils ne pourraient, ou ne voudraient, pas retenir ses «gars». L'ambiance était donc à la franche rigolade, mais rien de surprenant, il est même plutôt encourageant que cette flicaille du patronat nous considère comme des ennemis. Nous n'avons pas oublié leurs tabassages, les trahisons, les dénonciations et les collaborations avec les flics pour livrer les «casseurs». Nous n'oublions pas non plus que c'est la CGT qui a lâché le mouvement des cheminots en tentant de transformer cette lutte nationale en des revendications locales. Nous savons bien aussi que Montreuil avait préparé cette contestation comme une promenade de santé, visant à l'organisation de quelques journées de grève pour faire passer les amendements dérisoires du Front de gauche à cette réforme inacceptable. Quel dommage pour vous que les exploités n'en aient pas décidés autrement, vous devriez leur apprendre à se tenir, ils finiront un jour par nuire à votre respectabilité, et comment ferez-vous alors pour être acceptés à la table du patronat et de

l'État? La cogestion de la misère est un travail à plein temps.

Cette lutte nous a cependant montré que la «base», ces prolétaires, cette classe ouvrière, que les bourgeois de gauche comme de droite n'osent plus et ne veulent plus nommer, sont toujours aussi combattifs et ne veulent pas se laisser faire, ni par leur direction patronale ni par les centrales syndicales. Il faut cependant être honnête et reconnaître que les fossoyeurs de luttes ont réussi à briser leur combat, grâce à la trahison annoncée de la CGT, mais aussi par l'usure que la propagande de la presse a mise en place de façon très efficace. Le relais quasi exclusif de témoignages réactionnaires d'usagers hostiles à la grève a forcément eu un impact psychologique qui s'est ajouté à la dureté inévitable des retenues sur salaire des camarades en lutte. Nous ne sommes pas non plus surpris, mais nous espérons que bientôt des révoltés montrent à ces médias, subordonnés au pouvoir, ce qu'une réelle «prise d'otages» représente, ils auront alors tout le loisir de pleurnicher face à l'injustice d'une classe qui lutte.

**Groupe Regard noir  
de la Fédération anarchiste**

# Elle est trop **bonne**



**LORSQUE LE LASCAR** des cités veut exalter la disponibilité sexuelle d'une connaissance féminine, il use d'une locution un peu rude, mais d'une parfaite clarté : « Elle est trop bonne, la meuf ! » Nous ne saurions douter qu'à l'heure actuelle, un peu partout dans le monde et surtout aux États-Unis, quelques hommes expriment un sentiment identique, même si, probablement, ils n'utilisent pas des termes identiques. Fidèle servante de l'humanité, la technique permet aujourd'hui aux solitaires de se sentir, enfin, aimés. Il fut un temps obscur, barbare pour tout dire, où les timides ne pouvaient s'épancher, psychologiquement comme physiologiquement, que dans les caoutchouteuses membranes des poupées gonflables. Cette triste époque est révolue. TC Systems, une entreprise américaine, longtemps spécialisée dans la fourniture de prothèses et de membres artificiels, de l'application à la santé des avancées de la robotique, s'est penchée sur le drame du séminal sans réceptacle, de l'émotionnel sans réciproque, de l'amour sans retour. De TC Systems naquit alors True Companion, une nouvelle compagnie vouée à la lutte contre l'onanisme malheureux. Grâce à Douglas Hines, fondateur de ces deux compagnies, à présent les robots sexuels existent. La preuve, True Companion les vend. À 995 dollars, ce qui n'est pas cher pour connaître le bonheur de la réciprocité dans l'amour.

## Le charme discret de la vidéo

Depuis longtemps déjà, les fabricants d'effets spéciaux pour l'industrie cinématographique savent imiter la peau humaine et donner à leur produit la souplesse de l'original. Un

peu de chauffage interne élève la chaleur humaine de ces charmants objets. Surtout, les efforts de milliers de concepteurs de logiciels de traduction, de collecte d'information, de synthèse vocale, de systèmes neuronaux, donnent à Roxxy (la robote) et à Rocky (le robot) un sens de la répartition que bien des humains pourraient leur envier. Le site TrueCompanion.com propose une passionnante vidéo dans laquelle M. Hines, bel homme à la calvitie typique de la quarantaine et à l'embonpoint typique du travailleur digital, s'adresse ainsi à Roxxy : « Je voudrais t'embrasser. » Roxxy tourne la tête vers son maître, en un mouvement épuré qui évoque les précises chorégraphies des robots soudeurs sur la chaîne de Flins, et répond, de cette voix aux exotiques échos électriques qui charment tant les enfants dans leurs jouets mécaniques : « Mon chéri, je ne peux rien imaginer de meilleur ! »

On le voit, le logiciel Roxxyesque vise autant à faire une lady d'une robote qu'un gentleman d'un célibataire. Mais M. Hines sait que, pour aussi chaleureux, nécessaires, réconfortants que s'avèrent les mots, les actes parlent mieux. M. Hines est donc fier, il le dit lui-même, de présenter une grande innovation, une étonnante surprise. L'image suivante de sa vidéo nous dévoile Roxxy, dans un négligé des plus séduisants. Roxxy est montrée de dos, et à genoux, les bras appuyés sur les accoudoirs d'un fauteuil placé en face d'elle. Je ne crois pas trahir les intentions de M. Hines en suggérant que l'on peut imaginer un homme, assis dans ce fauteuil, la tête de Roxxy placée, comment dire... un peu au-dessus de ses genoux. Il

suffit d'une commande vocale (le client peut évidemment entrer la commande qu'il souhaite ; gageons que « Ma chérie, aurais-tu la gentillesse de me rendre un service ? » remportera tous les suffrages) pour déclencher un mouvement régulier de la tête de Roxxy, de haut en bas, destiné à la relaxation finale de l'homme assis dans le fauteuil. On découvre alors la supériorité de la robote sur la femelle humaine : quelle régularité dans le mouvement ! Quelle précision ! Surtout, quelle endurance : avec Roxxy, nul relevé piteux de la tête suivi d'un décevant « Chéri, j'ai mal à la mâchoire », nul défi : « Bon, c'est quand mon tour ? » Non, Roxxy fournit un service continu, irréprochable. Pour l'heure, on ne sait pas construire des robots dotés de l'autonomie d'un être humain. Le propriétaire doit la placer lui-même dans l'intéressante position que nous venons de décrire. M. Hines nous informe que Roxxy ne pèse que 30 kg. Ce qui permet de la prendre dans ses bras pour la déplacer. Ne prend-on pas la mariée dans ses bras pour lui faire passer le seuil de la maison commune ? Quelle touche d'élégance !

Remercions donc Douglas Hines et TrueCompanion.com d'épargner à tant d'hommes les incertitudes, les désaccords, les altercations qui ternissent les charmes de l'amour entre humains. Remercions-le de permettre à chacun, pour la modique somme de 995 dollars, de vivre dans un rêve qu'aucun désir rival ne viendra troubler. Merci de faire de qui le souhaite un maître.

**Nestor Roxxycyne**

# Contre le système **carcéral**

Depuis le piquet de Venaus dans le Val de Suse, Italie, lors de la rencontre des collectifs européens solidaires avec les zapatistes et avec ceux et celles d'en bas et à gauche.



## Internationale des FA

Les autres signataires sont disponibles sur <http://cspcl.ouvaton.org>

Aux prisonniers et prisonnières de tout calendrier et de toute géographie ;  
aux familles et aux collectifs des prisonniers et prisonnières ;  
à la Sexta ;  
aux peuples du Mexique et du monde.

Compañeros et compañeras, depuis ces terres rebelles où une lutte se mène contre la construction du train à grande vitesse (TAV), contre le pillage, l'exploitation et le capitalisme, des hommes, des femmes et des enfants se sont organisés et ont formé le mouvement NoTAV. Ici dans cet espace de lutte, la rencontre des collectifs européens de solidarité avec les zapatistes et avec ceux et

celles d'en bas et à gauche a eu lieu du 13 au 15 juin de cette année.

Depuis cet espace nous voulons vous dire, dans tout calendrier et dans toute géographie, la prison, l'enfermement, les centres de rétention, les centres de réinsertion sociale et toute institution qui exerce l'enfermement, étaye et consolide les quatre roues du capitalisme : l'exploitation, la spoliation, la répression et le mépris.

C'est pourquoi la lutte anticapitaliste englobe nécessairement la lutte contre l'enfermement. Nous pensons que le capitalisme se sert de l'enfermement et du système carcéral pour épuiser, désarticuler, paralyser et détruire les luttes sociales et les résistances,



non seulement par la voie de l'enfermement physique, de la torture et des violations sexuelles, commises contre les femmes, mais aussi par la voie de la pression économique à travers les amendes, les cautions et les frais lors du procès qui mènent d'une part à l'appauvrissement et d'autre part à l'enrichissement des institutions et des entreprises qui font de l'enfermement un business juteux.

Notre lutte s'insère dans la résistance et le combat anticarcéral contre tout type de répression et de criminalisation, que ce soit contre les migrants ou contre ceux et celles d'en bas, organisés ou non. Nous n'oublions pas les prisonniers et les prisonnières en lutte qui résistent et cherchent des alternatives face aux mégaprojets et méga-événements de mort et de destruction, ni ceux et celles qui défendent leurs territoires et communautés; nous n'oublions pas ceux et celles qui luttent pour le logement, ni les prisonniers et prisonnières de la guerre sociale, les antifascistes, les anarchistes et ceux et celles qui en bas et à gauche luttent et résistent au capitalisme, au fascisme, au racisme, au sexisme et à toute forme de domination et d'oppression. Depuis ici,

nous saluons les *compañeras* et *compañeros* prisonnières et prisonniers de la Sexta: Alejandro Díaz Sántiz, Alvaro Sebastián Ramírez, Máximo Mojica Delgado, María de los Ángeles Hernández Flores et Santiago Nazario Lezma. Nous saluons également notre *compañero* anarchiste Jorge Mario González García.

Nous n'oublions pas et saluons les prisonniers et prisonnières du Congrès national indigène (CNI).

Nous n'oublions pas et saluons notre *compañero* Mumia Abu Jamal, enfermé par le gouvernement des États-Unis depuis plus de trente ans.

Nous n'oublions pas et saluons également Leonard Peltier, membre du mouvement indigène américain (AIM) qui est incarcéré depuis trente-huit ans aux États-Unis. Et depuis ces terres où la rébellion inonde les cœurs, nous n'oublions pas et saluons Chiara, Niccolò, Mattia et Claudio, séquestrés par l'État italien pour s'être opposés, comme tant d'hommes et de femmes, à la construction du train à grande vitesse qui cherche à détruire les montagnes, les vallées et les villages d'où germent la rébellion et la

dignité. Nous lançons un appel à la Sexta à se solidariser et à participer à la journée internationale pour les prisonniers et prisonnières politiques le 17 avril 2015, jour créé pour ne pas oublier les prisonniers et prisonnières du peuple palestinien, qui à présent compte 4 millions de déplacés dans le monde. Cette journée de mobilisation a été reprise par les *compañeras* et *compañeros* kurdes, basques, kanaks, sahraouis, mapuches et continue à s'étendre aux prisonniers politiques et révolutionnaires d'autres coins du monde.

Aujourd'hui à cette rencontre, nous nous sommes écoutés, nous avons partagé nos douleurs, nos rages et nos initiatives. Notre engagement est de continuer à cheminer ensemble, avec nos différentes formes et moyens, pour la liberté à laquelle nous aspirons, pour le monde auquel nous rêvons et que depuis en bas et à gauche nous sommes en train de construire.

Nous saluons les prisonniers et prisonnières de la guerre sociale de toute géographie! Nous ne sommes pas tous là, il manque les prisonniers! À bas les murs des prisons!

IFA

# Liberté pour Mario González !

## Halte au harcèlement contre Nuria Ramírez !

DEPUIS L'EUROPE nous exigeons que cesse le harcèlement contre Nuria Roxana Ramírez, activiste et compagne de Mario González, prisonnier depuis le 2 octobre 2013. Nous exigeons également la libération immédiate de Mario !

Les collectifs européens, ci-dessous, annexent leurs signatures en soutien au communiqué de solidarité avec Nuria Roxana Ramírez émis depuis le Mexique. Nuria est la compagne de Mario González, harcelée par le gouvernement de la ville de Mexico et criminalisée par les médias de désinformation capitalistes, qui diffusent des mensonges en permanence. Nous exigeons en même temps la libération immédiate de Jorge Mario González García, et nous restons attentifs à la résolution du deuxième tribunal collégial en matière pénale du premier circuit du pouvoir judiciaire de la fédération, à propos de son recours (Amparo).

23 juin 2014

Nous exprimons notre préoccupation et notre rejet des accusations du gouvernement de la ville de Mexico à l'encontre de notre compañera Nuria Roxana Ramírez. Les fonctionnaires du gouvernement ont signalé à plusieurs médias que Nuria était parfaitement identifiée comme l'une des personnes ayant pris part à la manifestation du jeudi 12 juin 2014, lors d'un événement qui a eu lieu au Centre des droits de l'homme de la ville de Mexico (CDHDF) et auquel participait Miguel Ángel Mancera, le maire de la ville. Les fonctionnaires ont même donné à la presse le nom complet de Nuria, qui est la compagne de Jorge Mario González García, emprisonné et torturé par le gouvernement de la ville de Mexico (GDF) le 2 octobre dernier, et qui se trouve actuellement hospitalisé dans la tour médicale de Tepepan.

Cela est d'autant plus inquiétant que, dimanche 15 juin, Héctor Serrano Cortés, le secrétaire du gouvernement de la ville de Mexico, affirmait l'existence d'enquêtes préliminaires menées par le bureau du procureur général de justice du district fédéral (de la ville de Mexico) – PGJDF – contre les personnes ayant participé à cette manifestation, lançant ainsi une menace contre notre compañera Nuria.

Face à ces faits, nous tenons à faire savoir que les accusations contre Nuria Ramírez sont totalement fausses, et que même les personnes à l'initiative de la manifestation nient catégoriquement que Nuria y ait participé. À ce propos, plusieurs médias ont corrigé l'in-



**Liberté immédiate pour Mario González!  
Halte au harcèlement contre Nuria Ramírez !**

formation fournie par le gouvernement de la ville de Mexico qui, malgré tout, insiste sur l'accusation.

Pour notre part, nous affirmons clairement que, le même jour et à la même heure, Nuria se trouvait au Forum contre la répression à l'Université autonome métropolitaine de Mexico siège Xochimilco, ce que prouve une vidéo<sup>1</sup>.

Ce n'est pas par hasard, ni par erreur, que le gouvernement de la ville de Mexico lance des accusations contre notre compañera Nuria. Il tente en effet de lui attribuer des comportements qui peuvent être utilisés, plus tard, pour exercer des actions répressives à son encontre. C'est là, très clairement, la stratégie habituelle du gouvernement de la ville de Mexico, comme il l'a déjà montré avec Mario, Luna Flores et d'autres activistes considérés comme dangereux à cause d'actes créés de toutes pièces par les autorités, dans des circonstances où les compañeros en question n'étaient même pas présents.

Nous affirmons également que le fait d'exprimer son désaccord, de protester ou de manifester est un droit, et que personne ne peut être poursuivi, emprisonné ou harcelé pour ces faits ni, de même, pour afficher une quelconque position politique. Le discours de violence qu'utilise le gouvernement de la ville de Mexico essaie de justifier la véritable violence érigée en mode de gouvernement par le gouvernement lui-même sur la société en général et à l'égard des mouvements

sociaux en particulier, comme il l'a été clairement démontré lors de la répression exercée contre les manifestants à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2012.

L'entreprise de diffamation du gouvernement de la ville de Mexico à l'égard de Mario González a atteint sa compagne et les personnes proches qui ont dénoncé la politique répressive de ce gouvernement, et qui luttent continuellement pour la libération de Mario. Nous, les signataires de cette lettre, reconnaissons l'importance du travail de notre compañera Nuria pour arriver à obtenir la libération de Mario, et rendons le gouvernement de la ville de Mexico responsable de tout type de représailles ou d'atteinte à l'intégrité physique et morale de Nuria Ramírez. Nous exigeons des excuses publiques et un éclaircissement dans ce sens. De plus, le gouvernement de la ville de Mexico doit assumer sa responsabilité dans l'arrestation arbitraire et injustifiée de Mario González.

Liberté immédiate pour Mario González !

Halte à la répression et au harcèlement contre Nuria Ramírez !

Halte à la persécution et diffamation des militants sociaux !

**Internationale des Fédérations anarchistes**

Les autres signataires sont disponibles sur <http://cspcl.ouvaton.org>

1. [www.youtube.com/watch?v=DArPVxhdPkM](http://www.youtube.com/watch?v=DArPVxhdPkM).

# Le *¡ Ya basta !* latino-américain



## Raúl Zibechi

**LES VINGT ANS** qui ont suivi le soulèvement zapatiste du 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont représenté pour les mouvements latino-américains l'un des cycles de luttes à la fois des plus intenses et des plus étendus qu'ils aient connus depuis longtemps. À partir du caracazo de 1989, les soulèvements et les insurrections se sont succédé, les mobilisations ont concerné tout le continent et elles ont largement décrédité le modèle néolibéral. Ceux d'en bas se sont imposés en s'organisant dans des mouvements en tant qu'acteurs centraux de changement.

Le zapatisme est très vite devenu un référent incontournable de cette vague des années 1990, même pour ceux qui ne partagent pas leurs propositions et leurs formes d'action. Il serait presque impossible d'énumérer tout ce que les mouvements de ces deux dernières décennies ont réalisé. Considérons brièvement quelques faits significatifs : le cycle piquetero en Argentine (1997-2002), les soulèvements indigènes et populaires en Équateur, les mobilisations péruviennes qui ont forcé Fujimori à démissionner, ou encore le Mars paraguayen, en 1999, qui s'est conclu par l'exil du militaire putschiste Lino Oviedo. Lors de la décennie suivante, on a connu la formidable réponse du peuple vénézuélien au coup d'État réactionnaire de 2002, les trois « guerres » boliviennes de 2000 à 2005 (celle de l'eau et celles du gaz) qui ont balayé la droite néolibérale de l'échiquier politique, l'incroyable lutte des Indiens d'Amazonie à Bagua (Pérou) en 2009, la résistance des communautés du Guatemala contre les mines, la

commune d'Oaxaca en 2006 et la mobilisation des paysans paraguayens en 2002 contre les privatisations. Ces trois dernières années, une nouvelle série de mouvements est apparue, ouvrant un nouveau cycle de protestations, avec la mobilisation des élèves du secondaire chiliens, la résistance communautaire contre le projet minier Conga au nord du Pérou, la résistance croissante contre les mines, les fumigations et Monsanto en Argentine, la défense des Tipnis (Territoires indigènes du Parc national Isiboro Sécure) en Bolivie et la résistance au projet de barrage de Belo Monte au Brésil.

L'année 2013 à elle seule a connu deux mouvements d'ampleur : la grève agraire colombienne, capable d'unir tous les secteurs ruraux (paysans, indigènes et coupeurs de canne à sucre) avec une partie des mouvements urbains, contre le traité de libre-échange avec les États-Unis, ainsi que les mouvements de juin au Brésil contre la féroce exploitation urbaine de main-d'œuvre pour la Coupe du monde 2014 et les jeux Olympiques de 2016 à Rio.

Cet ensemble d'actions durant ces deux décennies nous prouve que les mouvements de ceux d'en bas fleurissent dans toute la région. Beaucoup d'entre eux portent aussi une nouvelle culture politique et se manifestent de façon tout aussi diversifiée que le sont les organisations, tout en constituant des pratiques différentes de celles qu'on a connues dans les années 1960 et 1970.

Une partie de ces mouvements, des lycéens chiliens aux communautés zapatistes,



en passant par les Gardiens de la lagune de Conga, le mouvement des Pobladores y Pobladoras du Venezuela et le Movimento Passe Livre du Brésil (MPL) parmi les plus remarquables, nous offrent quelques caractéristiques communes intéressantes à relever.

Tout d'abord, il faut noter la participation massive des jeunes et des femmes. Cette présence ravive les luttes anticapitalistes car elles sont portées par les personnes les plus directement touchées par le capitalisme, celles qui n'ont pas de place dans le monde encore hégémonique. Cette présence majoritaire est celle de ceux qui n'ont rien à perdre, car ce sont principalement les femmes et les jeunes de la base qui donnent aux mouvements leur caractère d'intransigeance radicale.

En second lieu, la culture politique que les zapatistes ont synthétisée avec l'expression « mandar obedeciendo » gagne du terrain bien que de manière encore diffuse. Ceux qui préservent les lagunes au Pérou, héritiers des Rondes paysannes, obéissent aux communautés. Les jeunes du MPL prennent leurs décisions par consensus afin d'éviter de renforcer des majorités et rejettent explicitement les

« chars de son » imposés par les bureaucraties syndicales pour contrôler les manifestations durant la période précédente.

Le troisième point commun est lié à l'autonomie et à l'horizontalité, expressions qu'on a commencé à utiliser il y a vingt ans à peine, et qui se trouvent aujourd'hui pleinement intégrées à la culture politique de ceux qui luttent.

Ils se réclament en effet de l'autonomie vis-à-vis de l'État et des partis, considérant l'horizontalité comme principe dans la direction non pas individuelle mais collective des mouvements. Les membres des Aces (assemblées coordinatrices des élèves du secondaire) au Chili fonctionnent sur un mode horizontal, avec une direction collective en assemblée.

La quatrième caractéristique commune que je perçois est la prédominance des flux sur les structures. L'organisation s'adapte et se soumet au mouvement, elle ne se fige pas dans une structure qui conditionnerait le collectif en fonction de ses propres intérêts, séparés du mouvement. Les collectifs qui luttent sont semblables à des communautés de résistance, dans lesquelles toutes et tous courent les

mêmes risques et où la division du travail s'adapte aux objectifs que trace à chaque instant l'ensemble des participants.

Dans ce nouvel ensemble d'organisations, il n'est pas aisé de distinguer les dirigeants, car, s'il existe des délégués et des porte-parole, la différence entre dirigeants et dirigés s'atténue d'autant plus que la participation de la base s'étend. C'est peut-être l'un des aspects les plus importants de la nouvelle culture politique qui s'est développée ces vingt dernières années.

Pour finir, je voudrais faire remarquer que le zapatisme est certes une référence politique et éthique, mais qu'il ne dirige pas ces mouvements et n'a ni la prétention ni la possibilité de le faire. Il peut être une inspiration, une référence, un exemple si l'on veut. Je pense que de multiples dialogues se tissent entre toutes ces expériences, non pas sous forme de rencontres formelles et structurées, mais sous forme d'échanges directs entre militants, capillaires et non contrôlés, sous forme d'échanges de savoirs et d'expériences dont nous avons besoin pour renforcer notre combat contre ce système.

H. Z.

# L'alternative, c'est l'anarchisme



## Paul

Groupe Regard noir  
de la Fédération anarchiste

L'ANARCHISME est une théorie révolutionnaire de lutte des classes. C'est une pratique au quotidien, qui conduit l'individu à lutter contre les injustices sociales et sociétales en s'organisant collectivement avec d'autres individus. Sur tous les lieux de vie, l'anarchisme est une méthode de lutte efficace, un outil d'éducation et de formation, donc également une éthique et une philosophie. Il s'agit d'abolir toutes les oppressions systémiques et les sous-oppressions qui en découlent : capitalisme, sexisme et racisme. La question des moyens et de leur rapport avec la fin est donc au centre de cet objectif et a été historiquement à l'origine des différentes tendances plus ou moins distinctes de l'anarchisme. Il en est une récente par sa forme et sa dangerosité qui plaît et traverse les tendances historiques : l'alternativisme.

### « Alternatifs » et « alternatives »

Les partisans de cette tendance dans l'anarchisme défendent la construction ici et maintenant « d'alternatives autogestionnaires en actes » au capitalisme comme moyen de transformation sociale. Il s'agit de produire

ces alternatives (Amap, boulangeries autogérées, centres sociaux, librairies et écoles « libertaires », etc.) localement puis de les fédérer pour construire au nez et à la barbe du système un contre-système qui prendra sa place. Cela présente un double intérêt : d'abord, il est possible de construire la nouvelle société tout de suite dans ces alternatives, ensuite, le fait d'y participer confère à l'alternatif un caractère révolutionnaire permanent vu qu'il est lui-même en rupture avec le vieux monde.

Si la thèse des alternativistes est exacte, alors elle est révolutionnaire (sans ironie). Plus besoin d'organisations, de syndicats, de pratiques collectives de luttes pour l'émancipation. Il suffit d'exhorter les individus à s'alternativer dans les alternatives pour construire ensemble et par soi-même l'anarchie. La question de la rupture nette avec le capitalisme n'apparaît plus comme décisive. La répression du système est bien moins pesante car il se fera de toute façon enfumer par la fédération déterminée des alternatifs actifs. La révolution n'est plus à penser, à définir et à préparer vu qu'elle a déjà com-

mencé dans le panier bio du mardi, l'atelier vélo du vendredi et la boxe ou la chorale autogérée du week-end. Plus besoin même de se dire anarchiste, on peut l'être sans le savoir par la pratique de son alternativité. C'est dans cette pensée que les alternativistes déduisent le « renouveau » de l'anarchisme qui aurait déjà débuté. On passe ainsi d'une lutte collective à de l'agitation individuelle et culturelle souvent pertinente mais pas au point de se substituer au militantisme volontariste.

### Récupération ou répression : l'avenir des alternatives

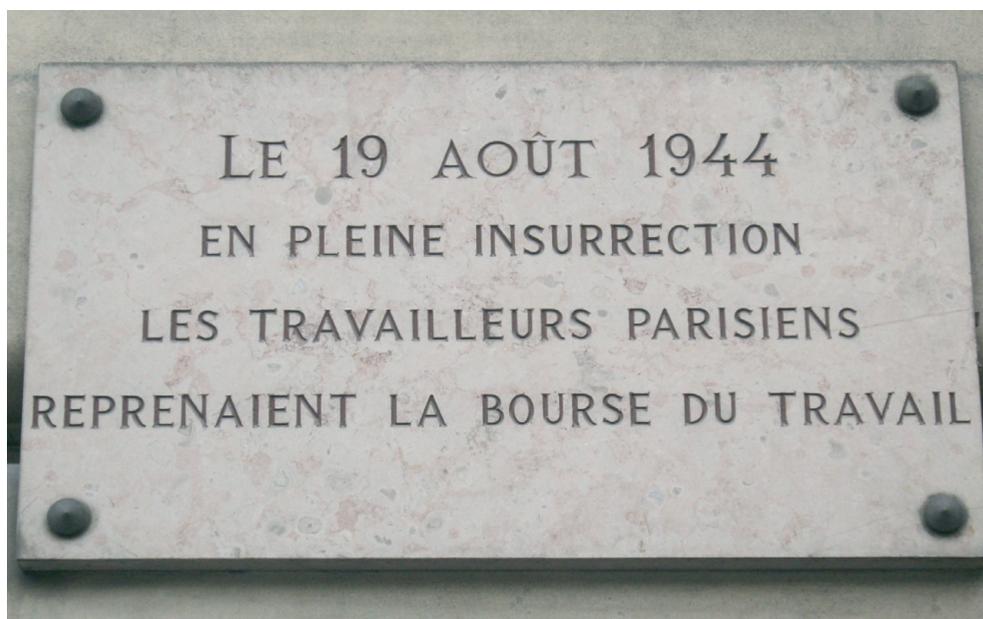
Le souci sous-jacent au fait de voir les alternatives comme une fin en soi, c'est d'être totalement crédule quant à la capacité du capitalisme à neutraliser ces prémices de la nouvelle société. Dans nos sociétés plutôt libres sur le plan politique (du fait des luttes et des victoires passées), la première neutralisation et aussi la plus efficace, c'est la récupération. Elle n'est pas nouvelle mais redoutable, elle n'est pas frontale et, dans le cas de nos alternatives, elle est un désastre. Le fait que les collectivités puissent allouer des subventions à ces alternatives, les médiatiser et les aider sur d'autres plans, est le signe le plus incontestable qu'elles ne sont pas révolutionnaires. La conséquence de cette récupération, c'est d'abord, d'amoindrir jusqu'à couper les liens des alternatives avec les militants révolutionnaires, ensuite d'en faire une réalisation du capitalisme lui-même et donc de se faire aimer. Le système est parfaitement capable de s'adapter et d'utiliser la coopération, l'entraide, voire l'autogestion, quand cette méthode est jugée efficace par rapport aux bénéfices estimés.

À l'inverse, quand les alternatives maintiennent un caractère para-étatique, la répression n'est jamais loin. Elle s'opère par la force parfois, par de la nuisance quotidienne de la part des institutions locales et donc affaiblit le lien social suscité et produit par l'alternative.

Dans le premier cas, les alternatives finissent par toucher un public essentiellement bourgeois ou du haut prolétariat (ce qui est souvent le cas avant même la récupération), dans le second, le lien rompu avec les organisations politiques et les militants volontaristes ne permet souvent pas de résister à la répression.

### Du rôle des bases arrières dans le soutien aux anarchistes

Ce qu'il nous faut effectivement construire et fédérer, ce sont des structures de soutien aux luttes sociales avant tout, et aux anarchistes dans ces luttes plus particulièrement. Ces bases arrières sont définies avant tout plus par leur subordination à la lutte des classes que par leur caractère spécifique. Leur rôle est double : soutenir en matériel et en propagande les luttes locales ou plus lointaines et



afficher clairement une identité anarchiste (contrairement à bien des « alternatives auto-gestionnaires en actes ») dans une activité qui n'a pas vocation à le faire de prime abord (cela va d'une boulangerie à un cours de danse, peu importe). Selon leurs formes, les bases arrières peuvent aussi constituer des espaces d'organisation pour les prolétaires comme les bourses du travail qui ont joué un rôle majeur dans le syndicalisme français en apportant une structure à la base horizontale et interprofessionnelle par essence. Cependant aucune base arrière ne saurait se substituer au militantisme anarchiste et au syndicalisme. L'outil pour les luttes qu'elle représente n'a plus de sens sans la participation à ces luttes et un projet de rupture avec le capitalisme. Les bases arrières ne sont pas l'alternative mais font partie du projet alternatif, non pas tant comme élément précurseur d'une société nouvelle que comme une pièce de base du parcours graduel vers la révolution sociale. Que doivent dans ces structures être pratiqués les fonctionnements anarchistes, c'est une évidence. Que l'on appelle cela l'autogestion, soit, mais cette dernière reste contrainte par les règles du capitalisme dans lesquelles elle évolue. D'où l'intérêt et même la nécessité que ces bases arrières ne soient jamais détachées d'une organisation anarchiste, voire y soient fédérées.

En outre, il nous faut être modeste, et ne pas se voir comme une structure hors pair. Le travail d'implantation locale des bases anarchistes ne peut se faire qu'en lien avec les éléments associatifs du secteur. Ne pas vouloir leur apprendre mais apprendre de leur pratique et de leur expérience pour y apporter la volonté révolutionnaire. Ce n'est qu'avec ce travail de liaison long et complexe que nous pouvons apparaître de plus en plus dans la vie des prolétaires et ainsi perfectionner, crédibiliser le projet de transformation sociale.

### Maintenir nos fondamentaux pour maintenir le mouvement anarchiste

La raison de l'alternativisme est évidente. L'échec de plusieurs révolutions au XX<sup>e</sup> siècle, même lorsque les anarchistes étaient conséquents, la difficulté d'esquisser un projet alternatif et la faible importance numérique de notre mouvement remettent en cause pour bien des camarades l'idée même de la révolution, que l'on pourrait juger dépassée. Il est certain que notre période apporte des enjeux inédits et nous oblige à repenser un certain nombre de nos pratiques et de nos analyses. S'adapter à l'essor des nouvelles technologies, théoriser la place d'internet dans une société libertaire, redéfinir notre analyse de classe en admettant que la classe ouvrière n'est plus hégémonique au sein du prolétariat, c'est tant de chantiers qui peuvent nous plomber ou nous catalyser. Ces chantiers ont déjà commencé, l'alternativisme est une manifestation de ce processus en cours. Il ne peut mener qu'à un abandon des organisations, à une négation plus ou moins pensée de la lutte des classes et à la dissolution du mouvement anarchiste dans le capitalisme sans jamais le renverser. C'est un danger certain. Face à lui, il nous faut réaffirmer les fondamentaux de l'anarchisme : lutte des classes, volontarisme et la fin contenue dans les moyens. Construire les bases arrières nécessaires à la pérennisation du mouvement anarchiste pour devenir une minorité nombreuse capable de proposer une rupture dans les luttes sociales. Ne pas fantasmer la révolution mais la préparer en parcourant un chemin gradué d'étapes. Réaffirmer la nécessité de l'organisation anarchiste et de l'engagement syndical dans une perspective insurrectionnelle, sans surtout tomber dans des travers spontanistes et incantatoires. **P.**



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## Madeleine Vernet

**MADELEINE VERNET<sup>1</sup>**, de son vrai nom Madeleine Eugénie Cavelier, est née le 3 septembre 1878 au Houleme, en Seine-Inférieure, aujourd'hui, Seine-Maritime. Elle est morte le 5 octobre 1949. Ce fut une militante infatigable engagée sur plusieurs fronts, d'abord celui de l'éducation, puis celui de la paix et de la lutte des femmes.

C'est probablement suite à l'action de sa mère, qui, vers 1900, prit en charge des orphelins qui lui furent confiées par l'Assistance publique, que son intérêt pour «les sans-famille du prolétariat» s'affirme. Très vite, elle dénonce, dans une série d'articles sur les «Bureautins» publiés dans la revue *Pages libres* de Charles Guieysse, célèbre militant des universités populaires, les conditions d'éducation des enfants placés. Quelque temps plus tard, elle tente de créer un premier orphelinat ouvrier géré par les coopératives de la région rouennaise. Elle veillera toujours à ce que ces différents projets soient en lien direct avec les défenseurs et les acteurs des organisations de la cause prolétarienne.

Après avoir échoué, fin 1904, elle gagne Paris pour tenter de réaliser ses projets. Elle entreprend une série de démarches auprès des syndicats et des coopératives, mais aussi, éclectique, auprès de journalistes et de députés. Comme le souligne Claude-Paul Couture, «*Madeleine Vernet s'était liée également, dès 1904, avec les milieux libertaires. Elle avait publié une brochure, L'Amour libre, et un roman, La Torine<sup>2</sup>*». Toujours selon son biographe, «le 1<sup>er</sup> mai 1906; grâce en partie aux économies de sa mère, et avec l'aide de sa sœur

et de son compagnon Louis Tribier, elle put fonder l'orphelinat *l'Avenir social* dans un petit pavillon de Neuilly-Plaisance (Seine-et-Oise)». En avril 1908, *l'Avenir social* quitte Neuilly-Plaisance pour rejoindre Épône (Seine-et-Oise). Là, Madeleine Vernet doit affronter l'ordre moral de la population cléricale et les tracasseries de l'administration et de l'inspecteur primaire de Mantes.

Durant toute la guerre de 1914-1918, elle se livre à une active propagande pacifiste. Après la guerre, Madeleine Vernet poursuit son œuvre d'éducatrice à l'orphelinat d'Épône, mais la révolution russe de 1917 et la bolchevisation rampante des œuvres ouvrières mettent fin à cet engagement. La suite de son parcours militant ne lui permet plus de remettre sur pied un projet de cette nature. Elle concentre son action militante, sans jamais se désintéresser totalement des questions de l'éducation et des orphelins de la classe ouvrière, sur l'éducation des mères, le féminisme et le pacifisme. Activité qui lui vaut, en 1935, d'être élue au comité directeur de la Ligue internationale des combattants de la paix. Elle meurt en 1949 et est inhumée au cimetière de Barebtin (Seine-Inférieure).

**Hugues Lenoir**

*Groupe La Commune de Paris de la FA*



Hugues Lenoir, *Madeleine Vernet*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 2014, 67 pages. Disponible à Publico, librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, au prix de 5 euros.

1. Ces éléments biographiques ont pour source la notice de Claude-Paul Couture dans le DBMOF, éditions de l'Atelier.

2. Ibid.

# De la morale dans la liberté



**JE N'IGNORE POINT** qu'à première lecture ma théorie sur l'amour va paraître à beaucoup de personnes tout à fait immorale. Certaines d'entre elles y verront la consécration de la débauche, la légitimité du libertinage, l'excuse de tous les dérèglements.

Mais si l'on veut bien raisonner quelque peu, et approfondir la question, on sera d'accord avec moi pour déclarer que l'amour libre, loin d'être une source d'immoralité, deviendra le régulateur naturel de la moralité.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'immoralité? Pour la définir, il convient de se débarrasser encore une fois de l'atavisme, qui nous fait considérer comme loi naturelle tout ce qui n'est que conventions sociales.

Pour moi l'immoralité, c'est tout ce qui est contraire à la nature; c'est tout ce qui contraint l'individu à sortir des règles naturelles de la vie pour l'assujettir à des règles purement conventionnelles; c'est tout ce qui entrave l'épanouissement de l'être humain au nom de considérations sans valeur pour qui veut bien les approfondir.

L'immoralité, c'est la prostitution — légale ou non —, c'est le célibat forcé de la femme; c'est la vente du corps féminin; c'est la soumission de l'épouse; c'est le mensonge du mari envers celle qu'il a cessé d'aimer. Mais l'amour libre ne peut être de l'immoralité puisqu'il est une loi naturelle; le désir sexuel ne peut être une immoralité puisqu'il est un naturel besoin de notre vie physique.

Si le besoin sexuel est de l'immoralité, il

n'y a plus en ce cas qu'à taxer d'immoralité la faim, le sommeil, en un mot tous les phénomènes physiologiques qui régissent le corps humain.

Si l'on considère nos mœurs actuelles, quelle source d'immoralité n'y découvre-t-on pas? Mariage sans affection où l'homme achète une dot et la femme une situation; adultères de l'épouse et du mari, viols de toutes sortes, ventes charnelles, mensonges de façade, mensonges de sentiments, mensonges de la chair et du cerveau, contrats divers livrant l'ignorante au vieux débauché, et la pauvresse à l'exploiteur qui spéculé sur sa faim.

Que l'amour libre devienne la règle, il ne pourrait certes y avoir plus d'immoralité qu'il n'en existe. En admettant que la situation ne change point quant au fond, elle aurait au moins le mérite de la franchise quant à la forme.

Mais je suis convaincue, moi, que l'amour libre sera l'affranchissement moral des individus, parce qu'il libérera les sexes des contraintes et des servitudes physiques.

Pourquoi croire que l'individu libre serait immoral? Il n'y a pas d'immoralité chez les animaux libres. Ceux-ci ne connaissent aucun des désordres physiques qui sont l'apanage de l'homme précisément parce qu'ils ne s'assujettissent à aucune autre loi que la loi naturelle. Ce qui crée l'immoralité, c'est le mensonge forcé de l'homme envers les autres et envers lui-même; et l'amour libre, en libérant l'homme du mensonge, mettra fin préci-

sément aux désordres, aux dérèglements et à la débauche.

Quand l'homme sera complètement libre, quand il sera régénéré par une éducation meilleure, il trouvera en lui-même l'équilibre naturel de ses facultés physiques et morales, et deviendra un être normal et sain.

D'ailleurs, nous avons en nous un sentiment d'instinct qui veille sur nous: le sentiment de la conservation. Quand nous n'avons plus faim, nous ne mangeons plus parce que nous savons quels inconvénients il en pourrait résulter; quand la marche nous a lassés, nous avons le bon sens de nous reposer; quand la fatigue brûle nos paupières, nous savons bien que nous devons dormir. De même nous trouverons le régulateur naturel à notre vie sexuelle en la dépense sexuelle elle-même.

L'animal obéit à ce sentiment de conservation, pourquoi l'homme libre lui serait-il inférieur? Je ne voudrais pas faire à l'espèce humaine l'injure de m'attacher à cette dernière hypothèse.

Non, le développement intégral de l'être libre ne saurait être de l'immoralité. Ce qui est vraiment immoral, c'est de fausser les consciences en faussant les vérités fondamentales de la nature; c'est d'empêcher l'individu de vivre sainement et fortement au nom de dogmes, de lois, de conventions contraires à l'harmonie et à la beauté de la vie.

Madeleine Vernet

# L'amour libre et le désir

**LE MARIAGE, L'AMOUR,** le désir sont trois choses distinctes.

Le mariage, c'est la chaîne qui retient l'homme et la femme prisonniers l'un de l'autre.

L'amour, c'est la communion intégrale des deux.

Le désir, c'est le caprice de deux sensualités. Je laisse le mariage, dont je suis l'adversaire, pour en revenir à la question de l'amour libre.

J'ai dit que l'amour doit absolument être libre, aussi bien pour la femme que pour l'homme ; et j'ajoute encore : l'amour ne peut véritablement exister qu'à la condition d'être libre. Sans la liberté absolue, l'amour devient de la prostitution, de quelque nom qu'on le revêtisse.

Le fait de vendre son corps un prix plus ou moins élevé, à une nombreuse clientèle, ne constitue pas seulement la prostitution. La prostitution n'est pas seulement l'apanage de la femme, l'homme aussi se prostitue. Il se prostitue quand, dans le but d'un intérêt quelconque, il donne des caresses sans en éprouver le désir.

Non seulement le mariage légal est une prostitution lorsqu'il est une spéculation de l'un des deux époux sur l'autre, mais il est toujours une prostitution, puisque la vierge ignore ce qu'elle fait en se mariant.

Quant au devoir conjugal, ce n'est ni plus ni moins encore que de la prostitution.

Prostitution la soumission au mari ; prostitution la résignation et la passivité.

Prostitution encore que l'union libre quand elle passe de l'amour à l'habitude.

Prostitution, enfin, tout ce qui rapproche les sexes en dehors du désir et de l'amour.

Une des raisons pour lesquelles l'amour doit être absolument libre, c'est précisément cette similitude de l'amour et du désir dont je parlais tout à l'heure, en demandant qu'on ne fasse pas de confusion entre les deux termes.

Rationnellement, deux êtres peuvent-ils contracter un engagement quelconque alors qu'il leur est impossible de savoir s'ils pourront le tenir ? A-t-on le droit de lier deux éléments quand on ignore quelle affinité existe entre eux ? Dans le mariage légal il y a toujours une dupe : la femme, et quelquefois un désappointé : le mari, qui ne trouve pas en l'épouse celle qu'il avait cru deviner. Pourtant les voilà attachés l'un à l'autre.

Et même, le mariage peut avoir eu pour base l'amour réciproque, et n'en pas moins devenir au bout de très peu de temps un fardeau pour les deux conjoints. C'est que cet amour n'était seulement qu'un désir que la possession a éteint ; et si les deux époux s'étaient donnés librement avant la légalisation, l'expérience leur ayant prouvé qu'ils n'étaient pas faits pour la vie commune, il est fort probable que cette légalisation n'aurait pas eu lieu. Cela est une preuve en faveur de la nécessité de l'amour libre.

D'un désir l'amour peut naître, mais il n'est jamais possible de l'affirmer. Quand l'amour arrive aux sens après avoir passé par le cœur et le cerveau, il a beaucoup plus de chances de durée ; mais lorsqu'il a pour base le désir sexuel seulement, il risque fort de s'éteindre vite, si pendant son existence il n'a pu gagner le cerveau et le cœur.

Enfin – puisque je fais une étude analytique, je dois aller jusqu'au fond de la vérité – je dirai que le désir sexuel seul peut unir

fort longtemps deux êtres sans jamais faire naître l'amour complet.

Un homme et une femme peuvent avoir des relations intimes, sans jamais être rapprochés par autre chose que ce désir sexuel. Leurs sentiments et leurs pensées peuvent être en parfait désaccord, alors que leurs chairs vibrent à l'unisson.

Et cela – je tiens bien à le faire observer – ne peut en aucune façon être comparé à la prostitution, puisque le sentiment qui rapproche ces deux individus – quoique exclusivement sensuel – est sincère de part et d'autre. Il ne peut y avoir de prostitution que là où il y a vente, contrainte, ignorance ou passivité. Là n'est pas le cas, puisque les deux amants sont attirés l'un vers l'autre par une même sensation, et qu'ils trouvent plaisir et satisfaction dans la liaison librement acceptée de part et d'autre.

Mais la véracité de ce que je viens d'exposer amène la condamnation de la monogamie. En effet, de la diversité des sentiments naît la diversité des désirs, et si l'on admet cette diversité comme loi essentiellement naturelle, on ne peut plus soutenir la loi monogamique. La monogamie c'est encore un genre de prostitution : prostitution de l'homme à la femme et de la femme à l'homme.

Il ne peut donc exister sur cette question de la vie sexuelle des individus qu'une seule loi et qu'une seule morale pour les deux sexes : la liberté absolue de l'amour.

Madeleine Vernet

# Un fantôme en Australie



**Pierre Sommermeyer**

*Individuel Strasbourg*

**TOUT LE MONDE** a vu des images de l'opéra de Sydney, cette magnifique construction blanche sur une presqu'île. Ce matin-là, pluvieux, nous nous promenions de l'autre côté de la baie, ma compagne et moi, quand nous avons marché sur une plaque de bronze. Il y était inscrit : « Pathways to réconciliation. Together we're doing it » (« Sentiers vers la réconciliation. Ensemble nous y allons. »). Une série de points en escargot l'illustre. Un peu plus loin, sur un mur cette fois, une autre plaque, en bronze elle aussi, portait l'inscription suivante : « Le 28 mai 2000, plus de 250 000 personnes traversèrent le pont du Port de Sydney (Sydney Harbour Bridge) en soutien à la réconciliation. Dans les mois qui suivirent encore un million d'Australiens participèrent à des marches similaires à travers le pays. » Ce texte, en anglais, était suivi de trois mots, pour moi incompréhensibles : « Mari budjari yana. » De quoi s'agissait-il, avec qui voulait-on se réconcilier ?

## **Là depuis cinquante mille ans**

En venant dans ce pays, le voyageur sait que d'une façon ou d'une autre il va croiser des Aborigènes. Il lui sera difficile de ne pas les remarquer tant leur apparence est différente du reste de la population, qui est elle-même extrêmement mêlée. Hormis les gens d'origine européenne, l'Australie est un eldorado

pour les peuples d'Asie comme du sous-continent indien. Le touriste au gré de ses pérégrinations passera devant telle ou telle de ces plaques. Deux exemples, l'un devant une église : « Les membres de la paroisse de Saint-Oswald reconnaissent que cet endroit de réunion et de prière s'élève sur la terre des ses propriétaires traditionnels, le peuple Wurundjeri » ; l'autre à l'entrée du grand et magnifique jardin botanique de Melbourne. Là, un panneau informe notre touriste que « cet endroit se trouve sur les terres ancestrales du peuple Boonerwurrung, une importante communauté côtière de la nation Kulin. La Kulin orientale est une fédération de cinq groupes langagiers qui partagent de forts liens tant spirituels que culturels. Depuis des temps immémoriaux les Boonerwurrung et la nation Kulin prospérèrent en tant qu'ensemble dans ce vaste espace de plus de deux millions d'hectares que couvre aujourd'hui le centre de l'État de Victoria et le sud de celui des Nouvelles-Galles-du-Sud ».

Devant les bâtiments officiels flottent deux drapeaux, celui de l'Australie, bleu avec l'Union Jack britannique et la Croix du Sud, l'autre portant les couleurs aborigènes : disque jaune sur fond noir et rouge. Tout cela est bien beau, mais à première vue le touriste ne croise aucun Aborigène, hormis dans les prome-

nades à touristes où ils font la manche en jouant du didjeridoo, long tuyau creusé dans une branche d'eucalyptus. Quand on cherche sur Internet, dans la littérature générale, on trouve des informations en nombre à propos de ce processus de réconciliation. Le mouvement de revendication aborigène s'est formé dans les années soixante. Probablement sur l'exemple de ce qui se passait aux États-Unis. Cela culmine avec l'apparition du drapeau aborigène en face du Parlement australien en 1972 devant la «tente de l'ambassade aborigène». Depuis de nombreux actes ou décisions juridiques ont été pris. Mais, au fond, comment une réconciliation peut-elle avoir lieu d'un côté entre des gens qui occupent des terres et en face d'autres qui rappellent que ces lieux leur appartiennent depuis des millénaires ? Il s'agit donc d'une cote mal taillée. La majorité des arrière-arrière-grands-parents européens, étaient britanniques, malfrats et prostitués pour la plupart. En tous les cas des gens dont la Grande-Bretagne se débarrassait. Arrivés là, à fond de cale, après des mois de navigation dans des conditions horribles, ce continent semblait s'offrir à eux. Il n'y avait pas de retour en arrière possible. Les Aborigènes, eux, sont arrivés en Australie, il y a plus ou moins cinquante mille années ! Depuis ils n'ont pas trouvé nécessaire de créer un État, intéressant, non ?

### L'irruption aborigène dans l'art contemporain

Quand nous évoquons l'art aborigène, nous pensons tout de suite à un ensemble de points colorés organisés de façon étrange. Peints sur des écorces, tracés dans le sable, ils ont tous une dimension dite «sacrée». Ces points sont l'expression «écrite» du «*Dreaming*». C'est un terme bien ambigu. En traduction littérale, cela veut dire «en rêvant», ce qui fait des Aborigènes des rêveurs, des gens qui ne sont pas réalistes. Un anthropologue avait tenté dans les années quarante de définir le discours aborigène par ce terme «*Everywhen*» (tout en même temps) qui correspondait selon lui mieux à cette façon de rendre compte de la réalité qui englobe tout à la fois la cosmogonie, la relation des Aborigènes au temps comme à l'immensité du pays-continent ou à leur fonctionnement quotidien. C'est d'une certaine façon la totalité de cela qui est reproduit sur ces écorces d'arbre ou dans ces dessins sur la sable. Cinquante mille années d'informations ! Comment les transmettre autrement que par un ensemble organisé de points ?

Il advint au début des années soixante-dix que des Aborigènes se rendirent compte qu'il était possible de peindre autrement que sur des écorces. Cela commença par une grande fresque sur un mur d'école. Son titre ouvre le champ à l'imagination : *Honey Ant Dreaming* (fourmi à miel rêvant). Cela se révéla par la suite comme l'événement fondateur d'un grand mouvement de peinture contempo-

raïne. Cette école était située à Papunya, dans un désert au centre du pays, où plus de 2 500 Aborigènes avait été artificiellement rassemblés. Plus tard dans une «station» de 3 500 km<sup>2</sup> de désert nommée Utopia, des femmes qui étaient occupées à coudre des tissus prirent conscience qu'il était possible de peindre dessus et d'avoir ainsi de plus grandes surfaces à leur disposition. Cette nouvelle production picturale sera accueillie avec beaucoup de résistance par la communauté artistique européenne locale. Avec la complicité active de certains Australiens, des expositions seront organisées à l'étranger. La reconnaissance viendra ainsi.

Aujourd'hui, tous les musées australiens d'art contemporain ont une division consacrée à l'art aborigène. À l'entrée du Museum of Contemporary Art de Sydney trône une grande toile, peinte par un artiste aborigène. C'est une copie du célèbre tableau représentant le capitaine Cook prenant possession de l'Australie au nom de la reine Victoria. En bas, en bandeau, il est écrit : «*We call them pirates*

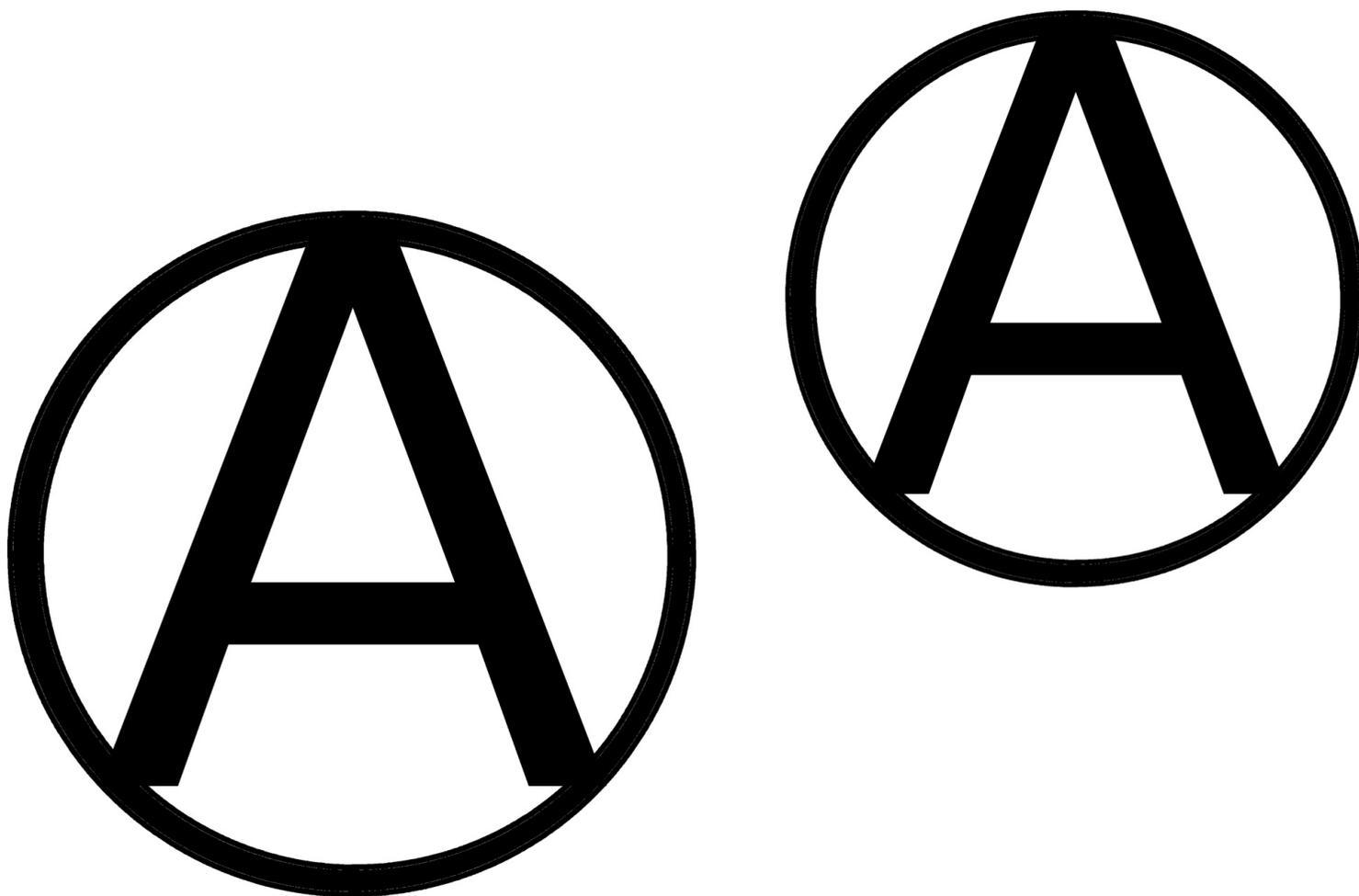
out here. » Cela se passe de traduction. Aujourd'hui le marché de l'art australien voit passer beaucoup de ces toiles, dont un grand nombre, peut-être la moitié, et à mon avis les plus surprenantes, sont peintes par des femmes. C'est dans le monde de l'art contemporain une exception. Comme dans tout marché, les prix atteignent des sommets. Les œuvres d'Emily Kame Kngwarreye, considérée comme la plus importantes des artistes aborigènes, atteignent le million de dollars. Morte à 86 ans, elle a commencé à peindre dans les années quatre-vingt.

Aujourd'hui, à Alice Springs, au cœur de la région désertique qui vit naître ce formidable mouvement créatif, il y a nombre de galeries. Elles vendent ces peintures au chaland. Quand tombe la nuit, à 6 heures le soir, les rideaux de fer de ces magasins tombent. La vie s'arrête. Tout est noir. Seuls les Aborigènes, fantômes sombres, hantent ces rues désertes, créant l'inquiétude dans les têtes des rares touristes encore dehors. Même artiste, un Noir est un Noir.

P. S.



# De temps à autre, le vent tourne



## André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué  
de la Fédération anarchiste

« *NOUS SAVONS BIEN* que, même si elle connaissait un accroissement extraordinaire, la masse des individus touchée par les idées anarchistes resterait microscopique et bien insignifiante face aux plus de sept milliards d'êtres humains de toutes conditions et croyances qui peuplent la planète... » C'est ce qu'écrit Tomás Ibáñez dans son dernier ouvrage : *Anarchisme en mouvement*.

Pour autant, nulle désespérance, nul accablement de l'auteur – bien au contraire – qui voit, aujourd'hui, de par le monde, un réveil, une résurgence de l'anarchisme et une dynamique de rénovation s'enraciner, concurrençant les pratiques et les idées d'un anarchisme pas si ancien que ça ; et le propos du livre est de comprendre cette résurrection qui n'allait pas de soi et qui était rien moins que prévisible. Rénovation et résurgence qui s'alimentent l'une l'autre, car « l'anarchisme vivant ne respire que dans la fluidité du changement qui l'anime »...

Se retournant sur son passé à l'occasion de ce livre, Tomás Ibáñez rappelle qu'il a « guerroyé un temps contre les gardiens du temple, c'est-à-dire contre ceux qui voulaient préserver l'anarchisme dans la forme exacte dont ils en avaient hérité au risque de

l'étouffer et de l'empêcher d'évoluer ». Ce temps serait donc maintenant terminé.

Et il affirme : « L'ancien imaginaire révolutionnaire, en véhiculant l'illusion d'une maîtrise possible de la société dans son ensemble, portait en lui d'inévitables dérives totalitaires, traduites en actes dans le cas des politiques se revendiquant du marxisme et à peine esquissées, mais perceptibles, dans celles inspirées par l'anarchisme. »

Ce disant, Tomás ne manque tout de même pas de saluer les militants des organisations libertaires diverses qui donnent le meilleur d'eux-mêmes dans les luttes sociales.

Mais le vent aurait tourné, dis-je ; une nouvelle période s'ouvrirait, en effet, depuis que la jeunesse, surtout étudiante, à la fin des années soixante – quand elle s'opposait à la guerre du Viêt Nam – a donné un élan inespéré à l'action libertaire en entrant en effervescence dans divers pays comme les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et quelques autres. Et puis ce fut l'explosion de Mai 68 en France avec une agitation qui cumulera, dans sa contestation, une rébellion tous azimuts et un non-conformisme individuel en rejetant

pêle-mêle les conventions sociales et les autorités diverses.

Si ce mouvement n'était pas – n'est pas actuellement – à proprement parler anarchiste, on lui trouvera aisément des airs de famille et on remarquera qu'il se développe en dehors des organisations libertaires spécifiques, «extra-muros», écrit Tomás (hors les murs des organisations), pour des pratiques et valeurs indubitablement anarchistes. Mais, volontairement ou pas, ces activistes négligent de s'y référer. Et si, pour qualifier ce bouillonnement, Tomás utilise le terme de «néoanarchisme», c'est en précisant qu'il n'existe aucun courant, aucune doctrine, aucune identité pour endosser le costume.

Après avoir analysé les concepts d'«anarchie» et d'«anarchisme», l'auteur soutient que l'anarchisme, en tant que mouvement historique, est quelque chose de récent dans l'histoire : «dans la foulée de la révolution française de 1848», jusqu'à s'étioler après le défaite de la révolution espagnole de 1939. C'est alors que l'anarchisme serait devenu comme une langue morte, absente de l'usage populaire, coupée de la réalité, incapable d'évoluer, d'être changeante, d'épouser son époque, elle serait donc devenue stérile. Ainsi Tomás Ibáñez affirme-t-il qu'un anarchisme qui ne bouge pas n'est plus de l'anarchisme qui, tout au contraire, se devrait d'être en perpétuelle évolution ; car ce qui caractérise essentiellement l'anarchisme, c'est bien son mouvement dynamique.

La raison de cette inattendue résurrection, il faudrait la voir dans «les changements qui se sont opérés sur divers plans de la réalité sociale, culturelle, politique, technologique [qui] ont créé des conditions qui se trouvent aujourd'hui en consonance» avec certaines caractéristiques anarchistes. L'anarchisme serait en quelque sorte «un instrument adapté aux luttes et aux conditions du présent» ; nous pourrions ajouter : en adéquation avec l'esprit d'une certaine jeunesse.

Certes, par le passé, ont toujours prospéré en dehors des organisations spécifiques des artistes, des chanteurs et des intellectuels en sympathie avec l'anarchisme. Maintenant, il s'agirait plutôt d'individus au cœur de la contestation qui auraient adopté, retrouvé ou réinventé, «dans les luttes, des formes politiques anti-hiérarchiques, anticentralistes et antireprésentationnistes», avec le souci – particularité qui ne nous laisse pas indifférents – que ce sont des formes d'organisation annonciatrices du futur.

Et c'est par un choc en retour bienheureux que ce néoanarchisme revivifierait l'imaginaire anarchiste tout en s'en différenciant dans la mesure où il ne se réfère pas à «l'imaginaire révolutionnaire classique, à l'insurrection généralisée», mais plutôt à «une révolution rampante et immédiate».

On dira qu'il n'y a rien de nouveau dans ces nouvelles pratiques. Et Tomás cite Proudhon, Gustav Landauer, Colin Ward et les réalisations des anarchistes individua-

listes. Sans doute, mais ce qui est nouveau, c'est l'ampleur du mouvement.

Ce qui n'est pas nouveau, c'est également la critique d'une démarche qui pense pouvoir construire quelque chose à l'intérieur du capitalisme, mais en dehors de son contrôle. Excès de confiance ? Non, car il est de fait que le système ne peut pas tout maîtriser : ainsi, par exemple, les luttes sociales ouvrent-elles des «espaces libérés» qui préfigurent une autre société.

Qui voudrait toucher du doigt les propos précédents, décrivant des manières de faire, devra lire le bouquin d'Hervé Kempf intitulé *Notre-Dame-des-Landes*, ouvrage court mais très bien documenté sur les pratiques des activistes qui se démènent en ce lieu. De même se reporter à l'article de Ramón Pino publié dans *Le Monde libertaire*, n° 1744, sur le squat de Can Vies, à Barcelone, attaqué récemment par les forces de l'ordre capitaliste. Dans les deux cas, après les destructions de la police, la solidarité de la population et de l'entourage a été exemplaire pour reconstruire et mettre en échec ce terrorisme d'État. Dans les deux cas, l'action se passe en l'absence – sinon contre elles – des «puissantes organisations, porteuses de toutes les inerties et de toutes les pesanteurs qui caractérisent inévitablement les structures durables».

Si le néoanarchisme est la description d'un anarchisme en mouvement, hors les murs, le postanarchisme serait son pendant théorique ou, plutôt, une hybridation, un mariage, de l'anarchisme fécondé par le poststructuralisme qui donnerait lieu «à une nouvelle variété de formulations libertaires» avec la volonté de dépasser un anarchisme doctrinaire et obsolète. Il s'agirait de repenser l'anarchisme à la lumière du poststructuralisme, de le débarrasser de présupposés essentialistes et de sa conception du pouvoir par trop datée.

Reprenant une pensée proudhonienne, Tomás Ibáñez assure que l'anarchisme ne peut se concevoir, et n'est ce qu'il est, que parce qu'il accouple sans cesse l'idée et l'action ; l'action produisant l'idée, et l'idée l'action qui, elle, s'ouvre par le fait sur de nouvelles idées.

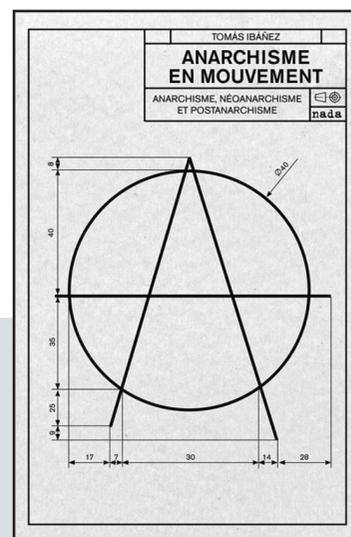
On trouvera dans ce texte un langage universitaire qui peut en effaroucher certains : la modernité (que l'auteur décline en onze grands traits), la postmodernité (si, en schématisant, l'imprimerie ouvre la modernité, la postmodernité se place sous le signe de l'informatique), le structuralisme et poststructuralisme (ce dernier pose, entre autres, l'existence, ou pas, d'une «nature humaine»), l'essentialisme (concept faux, inutile, trompeur et dangereux pour notre pratique de la liberté) et le relativisme (qui ne dit pas que «la vérité n'existe pas et encore moins qu'il est vrai que la vérité n'existe pas» mais qu'elle dépend d'un contexte déterminé, pragmatique et non absolu), etc.

Mais Tomás Ibáñez, de façon très pédagogique, consacre des addenda copieux en fin

d'ouvrage pour éclairer le lecteur moins au fait, sinon pas du tout, de ce vocabulaire de la philosophie.

Et, pour nous aider à nous y retrouver, il ouvre quelques pistes de ce renouveau de l'anarchisme : «prendre un soin amoureux de l'utopie [...], la délester de ses relents eschatologiques et la cheville fortement au présent [...], construire matériellement des alternatives [...], remettre au placard les erreurs de jeunesse et les illusions totalisantes, accepter de n'être qu'une option parmi d'autres, revoir en profondeur nos conceptions du pouvoir», etc.

Il n'est pas douteux que ce livre plein de nuances et de précautions en heurtera quand même quelques-uns trop bien installés dans leurs certitudes, mais nous pensons qu'il peut rafraîchir nos réflexions par trop répétitives. Le vent a tourné ; il faut hisser la voile... **A.B.**



Tómas Ibáñez, *Anarchisme en mouvement*, Nada éditions, 2014, 148 pages. Disponible à Publico, librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011, au prix de 18 euros.

# Vive la Sociale sous les latitudes américaines !

L'IMPORTANCE DE CE LIVRE tient à trois raisons. D'abord, c'est un ouvrage sans équivalent dans d'autres langues que le français, dans la mesure où il ne prétend pas à des généralisations forcément abusives et fantaisistes sur un espace géographique de 21 millions de kilomètres carrés et de plus de 570 millions d'habitants. Tout à l'opposé, il offre des pistes à partir de cas précis, qui sont, pour le moment, limités à cinq pays d'Amérique du Nord et du Sud.

Ensuite, les auteurs ont déjà publié des ouvrages de qualité et ils ne sont pas seulement des historiens universitaires, mais ils ont eu une expérience libertaire ou sont des militants de ce courant.

Enfin, et heureusement, on ne trouvera pas d'évocation euphorique de telle ou telle organisation libertaire, même si elle s'appelle la Fora (Fédération ouvrière régionale argentine), comme si elle avait toujours été à la pointe du combat et comme si elle était une panacée aujourd'hui encore.

Autrement dit, on est face à la réalité de ces cinq pays avec toutes ses facettes. Du reste, c'est l'objectif de la collection América libertaria : « Exempte de dogmatisme, de sectarisme et en dehors de toute chapelle, elle laissera la porte ouverte à différentes analyses et interprétations, la seule exigence étant leur intérêt et leur pertinence. » Il est important de souligner que l'ouvrage répond aux souhaits exprimés.

Un premier aspect qui se dégage du livre est l'adoption presque immédiate de la pensée de Fourier et de Proudhon, par une partie des ethnies indiennes du Mexique, qui l'interprétaient dans le sens du renversement par la violence d'une société fondée sur l'exploitation sociale de la majorité des habitants. Une première tentative libertaire d'insurrection paysanne consciemment révolutionnaire surgit en 1869 – avant la Commune de Paris. D'autres suivront, spontanées et non coordonnées. Elles ont marqué la colonisation hispano-portugaise de 1492 au xx<sup>e</sup> siècle. Elles accompagnent en partie la période essentiellement capitaliste internationale, qui perdure aujourd'hui sans étouffer les révoltes, comme celle du Chiapas commencée il y a vingt ans.

Dans les cinq pays abordés, la présence des peuples originaires est visible au Mexique et au Paraguay, avec la propagande en guarani. Et on aurait dû la trouver au Pérou avec l'évocation de González Prada. Bizarrement, ce penseur anarchiste dont se sont inspirés les marxistes péruviens (Haya de la Torre,

Mariátegui) n'est pas présenté sous cet angle. Pourtant, González Prada nous donne une belle analyse anarchiste à partir de la répartition du pouvoir réel dans une société, dans un article de 1904 « Nos Indiens » : « On ne l'écrit pas, mais on suit l'axiome que l'Indien n'a pas de droits mais des obligations. Quand il s'agit de lui, la plainte individuelle est prise pour de l'insubordination, la revendication collective pour une ébauche de soulèvement. [...] Si sur la côte [du Pacifique] on aperçoit une lueur de garanties dans une imitation de république, à l'intérieur on ressent la violation de tout droit sous un régime féodal véritable. [...] Les grands propriétaires et les gamonales [caciques] tranchent toutes les questions en s'arrogeant les rôles de juges et d'exécuteurs des sentences. [...] Qu'on ne dise pas que Messieurs les propriétaires agissent ainsi par ignorance ou manque de culture : les enfants de certains grands propriétaires vont tout jeunes en Europe, font leurs études en France ou en Angleterre, et ils reviennent au Pérou avec toutes les apparences de gens civilisés. Mais dès qu'ils s'installent dans leurs haciendas ils perdent le vernis européen et agissent avec encore plus d'inhumanité et de violence que leurs parents. En résumé : les haciendas constituent des royaumes au sein de la république, les grands propriétaires exercent le rôle d'autocrates au milieu de la démocratie. »

Bien entendu, de nos jours les multinationales ont souvent remplacé et consolidé les haciendas.

Un second aspect dévoile les sources et les pratiques anarchistes. L'internationalisme est fondamental, que ce soit de l'Europe vers l'Amérique latine, pour le Mexique et l'Argentine, ou entre les pays latino-américains, de Cuba au Pérou, d'Argentine au Paraguay. Deux figures émergent : le Grec cosmopolite Plotino Rhodakanatis au Mexique et l'Espagnol Rafael Barret au Paraguay, qui ont laissé une trace indélébile.

Dans des pays en proie à des inégalités sociales déchirantes, l'insurrection paysanne est une première tentative. Julio Chávez López, ouvrier agricole dans une grande propriété, lève l'étendard de la lutte armée 1867-1869. « Il est condamné à mort sur ordre de Juárez et fusillé, le 1<sup>er</sup> septembre, à l'intérieur de la maison occupée par l'École libre [où il avait été formé aux idées anarchistes] » (p. 136).

Un détail intéressant est que le président de la République du Mexique, Juárez, était franc-maçon. Un fait, comme l'abandon brutal de la franc-maçonnerie de Bakounine, puis Malatesta, qui montre les limites évidentes des rapports autres que culturels et de « pistons »

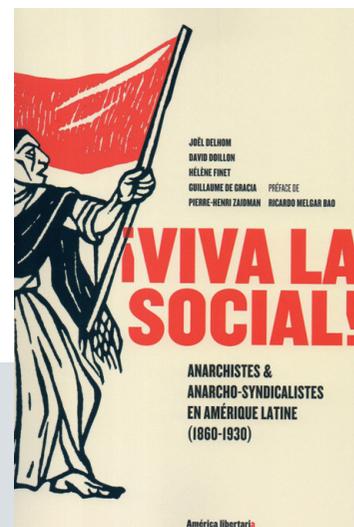
entre anarchisme et franc-maçonnerie. Cela limite les vagues considérations sur les liens les unissant (p. 18 et 221 à 222).

Le syndicalisme anarchiste a été, après l'insurrection, une autre réponse nécessaire et efficace, mais tout aussi réprimée par les crimes des assassins en uniforme. En novembre 1922, à l'appel à la grève générale à Guayaquil de la FRTE (Fédération régionale des travailleurs de l'Équateur), créée en 1922, une manifestation de 20 000 à 30 000 personnes se déroule. Elle représente près de la moitié des habitants de la ville. La répression fait un millier de morts.

Enfin, les militantes ont un rôle phare en Argentine, rôle illustré par un article documenté, et au Mexique (p. 158 à 159) dès le xix<sup>e</sup> siècle. Et cela en dépit des protestations de travailleurs libertaires et marxistes. Ces femmes étaient principalement des ouvrières, des syndicalistes aussi. Quelques intellectuelles ont eu des périodes libertaires. Les prolétaires Juana Rouco Buela, Virginia Bolten et d'autres étaient des oratrices et des organisatrices remarquables.

Un livre qui apporte beaucoup, dans une collection qui va continuer à nous éclairer sur l'impact des idées et des pratiques anarchistes en Amérique latine.

Frank Mintz



! Viva la social!, coll. América Latina, Paris, 2013, 247 pages. Disponible à Publico, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011, au prix de 18 euros.



## Vendredi 4 juillet

**16:00 > 17:30 Sortir du colonialisme.** Une émission internationaliste qui cherche à comprendre, décrypter et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

## Dimanche 6 juillet

**14:00 > 15:30 Naséma.** Un espace de dialogue et de partage entre les différents acteurs de la lutte contre le sida (personnes séropositives, militantes, personnels soignants...). Une démarche positive et solidaire pour mieux comprendre les réalités de cette maladie.

## Lundi 7 juillet

**16:00 > 18:00 Trous Noirs.** L'équipe de Trous Noirs est partie aux « Reclusiennes » (voir l'émission de la semaine dernière) pour vous rapporter une moisson d'enregistrements.

## Mardi 8 juillet

**18:00 > 19:30 Pas de quartier.** L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, aimablement destinée à ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois.

**19:30 > 20:30 Parole d'associations.** Vie culturelle et associative.

## Mercredi 9 juillet

**18:30 > 20:30 Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

**20:30 > 22:30 Ras les murs.** Pour l'abolition de la prison et le soutien des prisonniers en lutte.



# CONTRE L'ÉTAT ET SES FRONTIÈRES

# DETRUISONS LES CENTRES DE RETENTION



FEDERATION ★ ANARCHISTE  
S'ORGANISER ET LUTTER

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Jeudi 3 juillet

### Saint-Denis (93)

18h30. C'est à l'occasion d'une soirée de soutien à la maternité des Lilas que le Planning familial 93 veut vous présenter les résultats de son enquête biennale sur les conditions d'accès à l'avortement en Seine-Saint-Denis. Le combat pour le droit à l'avortement est plus que jamais d'actualité: la restructuration des hôpitaux ne cesse de réduire à la fois le nombre de places pour avorter et le personnel pour les pratiquer. La fermeture programmée de la maternité des Lilas et de son centre IVG ne fera qu'empirer la situation en supprimant un millier de possibilités d'avortement par an. Le collectif de défense de la maternité des Lilas et de son CIVG a aujourd'hui besoin d'un très large soutien pour rester aux Lilas. Débat en présence des militantes du Planning familial du 93, du collectif Maternité des Lilas, de SUD-Santé-Sociaux, de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac). Musée d'Art & d'Histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri, accès: à 2 min du métro Porte-de-Paris, ligne 13.

## Du 5 au 6 juillet

### Notre-Dame-des-Landes (44)

Rassemblement contre l'aéroport sur les terres de Bellevue et pour l'arrêt définitif du projet.

## Vendredi 18 juillet

### Paris XI<sup>e</sup>

19 h 30. Soirée blues avec l'émission *Blues en liberté* de Radio libertaire. Projection du film de la fameuse série Scorsese. *Red White & Blues* en est le titre et Mike Figgis en est l'auteur. En gros, ça cause de l'influence du blues en Grande-Bretagne. On y voit Tom Jones (étonnant!), Jeff Beck, Van Morrison et d'autres, sans oublier l'excellente, et oubliée chanteuse écossaise Lulu.

## Vendredi 22 août

### Paris X<sup>e</sup>

14 heures. Colloque « Révolution, guerre et exil des républicains espagnols » à la Bourse du travail de Paris, 3, rue du Château-d'Eau, métro République.

## Samedi 23 août

### Montreuil (93)

20 heures. Théâtre: *La Nueve* mise en scène par Armand Gatti à la Parole errante, 9, rue François-Debergue.

## Dimanche 24 août

### Paris XIII<sup>e</sup>

14 heures. Manifestation « Sur le chemin de la Nueve » au départ de la porte d'Italie.

## Vendredi 5 septembre

### Paris V<sup>e</sup>

20 heures. Trois films suivis de débat au cinéma La Clef, 34, rue Daubenton sur le thème « Révolution, guerre et exil des républicains espagnols ». *Bajo el signo libertario*, un film de Les, 1936, 16'. *Contes de l'exil ordinaire*, un film de René Grando, 1989, 52', en présence de René Grando. *La Nueve ou les oubliés de la victoire*, un film d'Alberto Marquardt, 2009, 53'. Soirée organisée par l'association 24 août 1944.

## 22 et 23 novembre

### Lyon (69)

4<sup>e</sup> Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire la Gryffe et les Amis de La Gryffe. Librairie la Gryffe: 0478 61 02 25 (du lundi au samedi de 14 à 19 heures), 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon. Email: salonzedlib@lagryffe.net



# **La librairie du Monde libertaire a besoin de vous !**

## **QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?**

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

## **COMMENT NOUS AIDER ?**

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, [librairie-publico.com](http://librairie-publico.com), en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

**LIBRAIRIE**

**PUBLICO**

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30